



Parce qu'il sera tendu cette année, le passage de l'hiver impose plus que jamais pragmatisme, responsabilité et solidarité

Alors que RTE prévient que la vigilance sera de mise pour assurer la continuité de l'approvisionnement électrique du pays durant l'hiver qui vient, l'Alliance CFE UNSA Énergies appelle le Gouvernement à faire preuve de pragmatisme en renonçant à une politique énergétique qui réduit les moyens pilotables de production électrique et à écouter la recommandation du Haut-Commissaire du Plan. Dans le même temps et parce que la crise que connaît le pays exige de chacun la solidarité, elle salue la volonté gouvernementale de lutter contre les rentes de situation dans le secteur des énergies solaires intermittentes.



En annonçant qu'il recherchait 500 MW de réserve rapide et complémentaire pour début 2021, RTE confirme que « *la situation de l'hiver 2020-2021, sous vigilance particulière, est exceptionnelle* », avec une probabilité de délestage estimée à 13 %. Face à cette situation sans précédent, le Gouvernement en est réduit à miser sur les économies d'énergie, quitte à créer des effets d'aubaine pour les opérateurs d'effacement, à compter sur les importations d'électricité et à parier sur une baisse de la consommation

électrique sous les effets du confinement.

Pour la CFE Énergies, preuve est de nouveau faite qu'une politique énergétique qui réduit les moyens pilotables de production d'électricité met en danger la sécurité d'alimentation électrique des Français, comme elle fragilise toute politique de réindustrialisation et de relocalisation des fabrications industrielles.

S'agissant des centrales au charbon, il ne suffit pas de se donner bonne conscience climatique en anticipant leur fermeture, il faut aussi se donner les moyens de réussir leurs reconversions industrielles bas carbone et réfléchir à deux fois pour éviter le recours aux importations d'électricité très carbonée et ainsi assurer la cohérence climatique des décisions.

Quant à la fermeture anticipée des réacteurs de Fessenheim, elle apparaît de plus en plus pour ce qu'elle est : une hérésie électrique, mais aussi climatique et industrielle... qui met en tension le prochain passage de l'hiver.



Ce n'est ni en fermant imprudemment des moyens pilotables, s'ils sont de surcroît bas carbone, sans en développer de nouveaux, ni en misant tout sur les énergies renouvelables (EnR) non pilotables, que l'on assurera la sécurité électrique du pays. Les incidents électriques auxquels certains pays ont échappé de peu cette année, comme la crise californienne de cet été, devraient au contraire servir d'avertissement.

À en croire le think-tank européen Ember, la Belgique qui place le développement des EnR et la sortie du nucléaire au cœur de sa boussole énergétique fait partie des pays européens qui font très peu, voire pas du tout, de progrès en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Dès lors, l'Alliance CFE UNSA Énergies appelle le Gouvernement à en tirer les leçons et à suivre la dernière recommandation du Haut-Commissaire au Plan qui vient de déclarer devant le Sénat que « *fermer des réacteurs nucléaires, c'est contradictoire* » et que « *l'Allemagne est un contre-exemple* ».

Parce qu'une politique énergétique responsable se doit d'être guidée par

l'impératif de sûreté du système électrique et donc de ne pas reposer que sur le développement de moyens renouvelables et non pilotables, l'Alliance CFE UNSA Énergies salue la volonté du Gouvernement de modifier les tarifs d'achat garantis photovoltaïque conclus entre 2006 et 2010 qui offrent une « *rentabilité hors de proportion avec une rémunération normale des capitaux investis* ».

En ces temps de crise économique résultant du confinement et qui met à mal les finances publiques, l'Alliance CFE UNSA Énergies appelle les promoteurs EnR à jouer la carte de la solidarité nationale en ne s'obstinant pas dans la défense de rentes construites sur le dos des contribuables et qui ont fait la fortune de quelques-uns. Ils doivent plutôt mettre leur énergie à déployer une approche qui soit enfin industrielle et sociale, fidèle à l'histoire du secteur énergétique français, pour que la création d'emplois durables et qualifiés comme la constitution de vraies filières industrielles intégrées soient au rendez-vous.

